

Aon

Carte des risques politiques 2016

Il ressort notamment de la 19e édition de la Carte des risques politiques, une carte mondiale établie chaque année par le conseiller en gestion de risques Aon et qui répertorie les risques pour les entreprises internationales, que certains pays exportateurs de pétrole sont confrontés à une diminution des revenus en raison d'un prix plus faible du pétrole.

Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont dès lors en quête de fonds pour soutenir leur sys-

tème financier. Dans le même temps, la faiblesse du prix des matières premières entraîne une aggravation des risques économiques au niveau mondial. La faiblesse de l'économie mondiale risque, à son tour, d'engendrer une instabilité politique.

L'analyse d'Aon révèle également de bonnes nouvelles car, pour la première fois depuis trois ans, il est devenu plus sûr de faire des affaires dans certains pays émergents. Dans huit des 162 pays examinés (Chine, Iran, Pakistan, Ethio-

pie, Serbie, Jamaïque, Népal et Haïti), les risques tels que l'intrusion de la politique dans l'économie, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et les problèmes de paiement en devises fortes ont diminué. Dans quatre régions (Cap-Vert, Micronésie, Philippines et Surinam), la situation est toutefois devenue moins sûre au cours de l'année dernière. Les risques pour les entreprises internationales sont les plus importants dans des pays tels que le Venezuela, la Libye et le Yémen. Néanmoins, des pays tels que le Kazakhstan, le Liban, Madagascar et même l'Argentine laissent également apparaître un profil de risque très élevé.

Le faible prix du pétrole met les paiements sous pression: les pays exportateurs de pétrole sont confrontés à une diminution des revenus en raison du faible prix du pétrole. Non seulement cette faiblesse met leurs paiements sous pression, mais elle pousse surtout les pays membres du Conseil de coopération du Golfe à rechercher des fonds pour soutenir leur système financier afin de préserver la stabilité dans la région.



La carte mondiale des risques politiques 2016 est une carte interactive qui donne pour chaque cotation une synthèse ainsi qu'un historique remontant sur les 19 dernières années. Le conseiller en matière de risques et courtier d'assurances Aon a mesuré les risques politiques dans 162 pays et territoires. La carte donne un aperçu des risques généraux encourus par les entreprises au niveau international, et des risques encourus dans un certain nombre de territoires spécifiques: problèmes de paiement en devises fortes, insolvabilité des autorités, interférence de la politique dans l'économie, perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, législation et réglementation, violence politique, facilité de traiter des affaires, vulnérabilité des institutions financières et capacité des autorités de mettre en œuvre une politique fiscale.

Chaque pays a reçu une évaluation sur une échelle qui va de 'Faible' en passant par 'Moyen-faible', 'Moyen' et 'Moyen-élevé' pour atteindre 'Élevé' et 'Très élevé'. Les pays membres de l'Union européenne et de l'OCDE ne sont pas repris sur la carte en 2016. Les évaluations sur les pays ont été réalisées sur la base d'une combinaison des analyses effectuées par Aon Risk Solutions conjointement avec Roubini Global Economics, cabinet international d'analyses et de conseil.

C'est ainsi que l'Arabie Saoudite a récemment demandé auprès d'un certain nombre de banques la souscription d'un prêt sur cinq ans pour un montant de 6 à 8 milliards de dollars. Dans le passé, les pays du Golfe ont investi dans bon nombre de holdings européens. Par exemple, l'Autorité d'investissement du Qatar détient 17% du Groupe Volkswagen. Il y a également des participations dans Merck Fink, Crédit Suisse, Barclays, le club de football Paris Saint-Germain, Siemens, Solarworld, Royal Dutch Shell, Louis Vuitton, Tiffany's, la LSE, Lagardère et Hochtief, etc. Il n'est pas inconcevable qu'ils décident d'un désinvestissement afin de fournir les liquidités nécessaires aux banques locales; en effet, les cheikhs n'ont pas pour tradition

d'établir des liens durables avec les entreprises dans lesquelles ils investissent.

"Le problème des retards de paiement sous la pression du prix du pétrole en baisse ne se présente pas seulement dans cette région," déclare Bart Goossens, Directeur commercial chez Aon Belgium. "Auparavant, c'était le cas en Chine mais aujourd'hui, nous constatons également ce problème dans d'autres pays tels que l'Equateur et l'Algérie." Bart Goossens conseille aux entreprises qui font des affaires dans ces pays de réaliser au préalable une analyse claire de ce qu'elles souhaitent y faire. "D'abord, jeter un regard critique sur le lieu où l'on compte investir. Non seulement le risque présenté par les pays, par exemple en matière d'expropriation, revêt de l'importance mais aussi la région spécifique du pays. Les différences culturelles et l'agitation sont d'importants facteurs de l'instabilité politique. Lorsque cette situation se retourne contre une entreprise, le préjudice peut être énorme. Les marges bénéficiaires sont ou paraissent parfois attrayantes dans les investissements à l'étranger, mais il existe souvent un risque accru en contrepartie. Un inventaire préalable des types de risques et de la possibilité qu'ils puissent se concrétiser revêt dès lors une importance cruciale."

L'Afrique subsaharienne confrontée à un choc des prix des matières premières: les économies africaines sont

frappées par trois conditions adverses liées entre elles, à savoir: des prix des matières premières plus faibles, une économie chinoise au ralenti et des conditions financières plus strictes et plus étroites. Conjointement, ces contre-coups ont entraîné non seulement des investissements étrangers et nationaux limités mais aussi des arriérés de paiement de la part des autorités. Des contrôles renforcés sur les transactions de capitaux font croître le risque de change qui, en raison du manque préoccupant de dollars, ne fait que s'accroître encore de toutes parts. La situation économique ne fait qu'empirer dans l'économie la plus développée de la région, l'Afrique du Sud. L'importance des syndicats et la fragmentation des groupements politiques génèrent une plus grande incertitude pour les investisseurs. Les Etats d'Afrique de l'Est, en revanche, ont profité des prix plus faibles de l'énergie et des denrées alimentaires, avec une baisse du risque de change et, partant, de la violence motivée par des considérations politiques.

L'Amérique latine et les Caraïbes: rien que des perdants? Le Venezuela est vraisemblablement l'Etat, dans cette région, qui cessera le premier ses paiements. En effet, selon les prévisions, l'économie vénézuélienne devrait se contracter de 8% en 2016 (10% en 2015). Le FMI prévoit également une inflation de 720% au Venezuela cette année. La hausse des prix et les pénuries

alimentaires entraîneront davantage de protestations citoyennes. L'économie brésilienne devrait se contracter de 3,5% cette année et est confrontée, dans la perspective des Jeux olympiques, à sa plus longue récession depuis les années 30 au siècle dernier. Une impasse entre les partis politiques entraîne une confusion quant à la politique fiscale et économique. Dans le même temps, l'environnement des entreprises est menacé par un chômage élevé et des salaires en baisse.

Asie-Océanie, une économie flexible mais empreinte de nervosité: la croissance du PNB dans les pays asiatiques émergents (à savoir les 10 membres de l'ANASE plus la Chine et l'Inde) devrait surpasser la croissance dans d'autres régions à moyen terme. La croissance économique affaiblie dans la région encourage toutefois le nationalisme de sorte que davantage de dépenses sont consacrées à la sécurité et à la défense dans des pays tels que la Chine, l'Inde, les Philippines et le Vietnam. C'est également ce qui ressort des escalades limitées dont l'origine réside dans les conflits territoriaux qui existent déjà de longue date dans l'Est et le Sud de la mer de Chine. En ce qui concerne la Chine, les mesures prises l'année dernière contre la corruption veillent à atténuer les risques politiques dans le pays. Il reste à savoir, cependant, dans quelle mesure la nouvelle politique sera elle aussi effectivement appliquée.

Callant

Omniumvelo.be en Wallonie aussi

Le courtier Callant lance dans la partie francophone du pays une couverture Omnium Vélo.

Cette couverture est présentée via un module online, qui permet d'assurer le vélo via Internet: calcul de la prime, souscription et paiement en ligne.

Il s'agit d'une assurance modulaire où l'internaute détermine lui-même la formule qui lui convient le mieux. On peut s'assurer contre le vol, contre les dommages propres et bénéficier d'une assistance. Ou simplement contre le vol et pour l'assistance. Cette offre du courtier flamand existe depuis une dizaine d'années dans la partie nord du pays, où quelque 20.000 vélos sont déjà assurés par www.fietsomnium.be.

